

DISCOURS

de M. GUIDO BRUNNER

au CISEC,

Milan, le 21 Novembre, 1977

"PERSPECTIVES POUR UNE POLITIQUE EUROPEENNE DE L'ENERGIE "

PERSPECTIVES POUR UNE POLITIQUE EUROPEENNE DE L'ENERGIE

C'est avec plaisir que j'ai accepté l'invitation qui m'a été faite de m'adresser à votre assemblée. En effet, l'intérêt que le CISMEC montre à l'étude des problèmes européens, les hautes responsabilités de ses membres dans le monde économique italien, font que j'attache beaucoup de prix à ses suggestions et à la façon dont il apprécie les efforts de la Communauté pour se doter d'une politique énergétique commune.

I. Bien que l'énergie soit désormais un objet de préoccupation universel, les Etats membres ont eu souvent tendance à les traiter d'une manière étroitement nationale.

La Commission a dû pendant de longues années essayer de les convaincre que le problème de l'énergie ne se posait plus au niveau national et que c'était au niveau de la Communauté Européenne qu'il fallait le soulever et y apporter des solutions. D'autant plus que l'approvisionnement énergétique est désormais un problème mondial dont dépend en grande partie l'équilibre de nos économies.

D'où viendra cette énergie, comment sera-t-elle répartie dans le monde ? Allons-nous assister à une lutte impitoyable et destructrice pour s'assurer des approvisionnements ? Ou au contraire est-ce que les nations du monde industrialisé et en développement, productrices et consommatrices, vont parvenir à des accords équitables qui sont de l'intérêt de tous ?

II. La situation de dépendance vis-à-vis des importations énergétiques dans laquelle l'Europe se trouvera encore pendant longtemps, lui impose de créer un climat de confiance avec ses fournisseurs pour accroître la stabilité et la sécurité de ses approvisionnements. Pour être durable, cette confiance doit s'insérer dans une coopération axée sur la satisfaction mutuelle des partenaires. Or, il est certain qu'il existe une complémentarité d'intérêts entre la Communauté

et les pays exportateurs qui peuvent trouver en Europe, outre un débouché

une contribution au développe-

leur économie et particulièrement à la mise en valeur de leurs ressources.

C'est dans cet esprit que la Communauté a favorisé toutes les initiatives empêchant la confrontation et favorisant la collaboration entre les pays producteurs et les pays consommateurs.

La tentative la plus importante pour parvenir à une approche universelle des problèmes énergétiques, liés au problème des relations entre nations industrialisées et en voie de développement, a été celle de la Conférence pour la Coopération Economique Internationale, le dialogue Nord/Sud..

D'autres possibilités de dialogue avec les pays producteurs existent pour la Communauté. L'actuel dialogue euro-arabe en est un exemple.

Je sais que le contexte politique actuel rend ce dialogue difficile, mais par là même d'autant plus important parce qu'il nous faut connaître les investissements énergétiques et parce qu'il nous faut connaître les capacités de raffinage. Tout cela aura des conséquences directes sur nos propres moyens d'action et sur notre avenir énergétique.

III. La coopération avec les pays producteurs est certes importante. Nos industries arrêteront de tourner, nos autoroutes seront désertées si nous n'en faisons pas un succès. Mais ce succès sera vain si les consommateurs d'énergie ne s'entendent pas et n'adoptent pas une attitude responsable. Le Japon importe 85% de sa consommation énergétique et s'approvisionne pour la plus grande part aux mêmes sources pétrolières que la Communauté, le Moyen-Orient.

La position des USA est encore plus importante car son influence sur le marché pétrolier est immense. Il y a 15 ans, les Etats-Unis ont commencé à importer du pétrole. Au moment de l'affaire de Suez, en 1956, ils avaient encore pu venir à la rescousse de l'Europe.

actuellement
Depuis lors, les importations des Etats Unis n'ont fait qu'augmenter. Ils importent /
400 m. de t. de pétrole brut par an et si aucune modification n'est apportée à leur
politique, c'est 650 m. de t. ou plus qu'ils importeront en 1985. Tout dépendra du
résultat de la politique du Président Carter qui veut réduire les importations à 300 m.
de t.

Même si les pays les plus riches peuvent se payer le luxe d'importations abondantes,
les limites en disponibilités physiques subsistent et doivent nous ramener à la réali-
té. Pour faire face à la demande mondiale qui pourrait croître d'un tiers ou plus
dans la prochaine décade, la production au Moyen-Orient devrait passer de 30 millions
de barils/jour à plus de 40 millions de barils/jour. Il n'est pas du tout assuré que
les producteurs de l'OPEC estimeront conforme à leurs intérêts d'atteindre un tel
niveau de production. Certains verront la fin de leurs réserves pétrolières dans les
40 années à venir. Ceux qui ont les plus vastes réserves peuvent ne pas avoir besoin
de revenus supplémentaires. Par exemple, l'Arabie Saoudite pourrait être sollicitée
de produire plus de 12 millions de barils/jour, alors qu'elle peut financer son ambi-
tieux programme d'investissement avec des revenus correspondant seulement à 5 millions
de barils/jour.

IV. L'action extérieure de l'Europe n'a pas d'avenir si, à l'intérieur de ses frontières,
l'Europe ne met pas en oeuvre une politique énergétique cohérente avec son action
extérieure. C'est l'intérêt de la Communauté aussi bien que de chacun de ses pays
membres. Leurs problèmes sont comparables, même si certaines situations nationales
peuvent faire croire le contraire. Il s'agit de réduire la dépendance vis-à-vis de
l'extérieur et d'assurer un approvisionnement stable et sûr.

Dans ce but, la Communauté s'est fixée une série d'objectifs à atteindre en 1985 pour
garantir la sécurité des approvisionnements et diminuer le rôle du pétrole importé.
Ces objectifs doivent aider les pays membres à prendre des décisions pour
que les politiques nationales se développent désormais en cohérence avec les objec-
tifs communautaires.

V. Où en est-on dans la réalisation de ces objectifs ?

Certains progrès ont été réalisés. Par contre, des insuffisances apparaissent clairement.

Tout d'abord les progrès : la demande globale en 1985 sera inférieure à celle qui avait été escomptée en 1974 (1280 Mtep au lieu de 1450). Cela est dû, il est vrai, en partie à la récession économique, mais aussi aux efforts d'économie d'énergie. La part du pétrole dans la demande globale a baissé en 1976. Les prévisions permettent de croire qu'en 1985 elle restera dans les limites des objectifs, soit 51% de la demande globale. Une proportion croissante de la demande totale de la Communauté en pétrole est maintenant fournie par la production du secteur britannique de la Mer du Nord. Evidemment cette production ne dépassera pas 20 à 25% du total de la demande mais pour le moment, c'est un apport très appréciable pour notre balance des paiements et notre sécurité d'approvisionnement.

Nous gardons néanmoins des sujets de préoccupation. Le plus inquiétant est le nucléaire. J'en parlerai en détail plus loin. Il est décevant que sa capacité installée en 1985 ne sera que de 90 GWe, à comparer avec les prévisions de 125 GWe faites l'année dernière et l'objectif, fixé à l'origine à 160 GWe. Cette diminution de capacité correspond à une consommation équivalente à 80 millions de tonnes de pétrole.

VI. Quelles actions entreprendre ?

Nous nous voulons plus indépendants

Nous voulons des sources d'approvisionnement sûres.

Trois grandes lignes de force doivent ^{donc} être suivies :

- mieux utiliser notre énergie en l'économisant
- développer nos ressources propres
- assurer notre avenir par la recherche.

L'effort de conservation d'énergie est un objectif fondamental de la Communauté. Seul un succès dans ce domaine permettra de ne pas augmenter l'appel aux énergies importées et particulièrement au pétrole du Moyen-Orient. C'est un moyen sûr et à notre portée d'éviter d'accroître les risques sur les prix et sur les disponibilités.

Cet effort, tout important qu'il doive être n'apportera pas ^{à lui seul} la solution à nos problèmes d'approvisionnement. Les économies d'énergie ne peuvent limiter notre développement économique. Il n'est donc pas question, dans le but d'économiser l'énergie, de réduire dans la Communauté la croissance économique. Nous en avons besoin pour mener à bien nos programmes de réforme sociale et maintenir ainsi la cohérence de nos sociétés.

A notre effort de conservation d'énergie doit s'ajouter un élan producteur pour extraire de notre sol les ressources qui s'y trouvent. Elles ne sont pas négligeables. On a souvent pensé que le rôle du charbon devait aller en décroissant. Mais les faits ont prouvé qu'il s'agissait là d'une erreur de jugement. La Communauté doit accroître l'emploi du charbon dans les centrales électriques, elle ne peut plus se permettre le luxe de brûler du fuel précieux dans des usages qui peuvent être assurés par le charbon. Cela est d'autant plus vrai que vers la fin du siècle les hydrocarbures pourraient se faire rares et la nécessité de recourir au charbon se fera sentir davantage. Vous savez comme moi que le charbon produit dans la Communauté est cher. Il est durement concurrencé par les charbons à bas prix des pays tiers. Il existe donc deux possibilités pour l'emploi du charbon. Soit on accepte un approvisionnement basé sur les ressources communautaires tout en réservant un rôle d'appoint aux importations des pays tiers. Soit on s'appuie sur l'importation en acceptant une diminution du rôle du charbon communautaire. Mais croyez-vous que l'on gagnerait à remplacer une dépendance par une autre ?

Un choix doit être fait. Il ne devra pas porter préjudice à nos propres ressources.

Je ne voudrais pas revenir sur ce que je vous ai dit sur la production pétrolière de la Communauté. Elle est précieuse mais ne pourra jouer qu'un rôle transitoire.

VII. Je veux par contre attirer votre attention sur un autre fait. Nous vivons une situation paradoxale. On a de plus en plus besoin d'énergie produite dans la Communauté. Sans investissement, pas d'énergie, or nous constatons une évolution en sens inverse : les investissements énergétiques sont en baisse. Par rapport au produit intérieur brut, ils passeraient de 1,8% à 1,5%. Si cette tendance devait se confirmer, nous serions revenus à une situation de dépendance dont nous cherchons au prix de tant d'efforts à échapper.

J'insiste sur ce fait car l'Italie se trouve dans une situation de relative vulnérabilité car elle ne dispose que de faibles ressources énergétiques sur son territoire. Si elle veut réduire sa dépendance actuelle d'environ 80%, elle doit investir massivement dans les sources alternatives. Elle ne peut pas ralentir son effort d'investissement.

La Commission est très consciente de l'importance primordiale de la réalisation d'investissements suffisants. Elle a fait des propositions au Conseil pour promouvoir ces investissements. Nous avons la possibilité d'emprunter jusqu'à 500 MUC sur le marché des capitaux pour aider le financement des centrales nucléaires. 75 MUC ont déjà été réalisés. De son côté, la Banque Européenne d'Investissements apporte son concours à de nombreuses réalisations énergétiques. D'autre part, dans un secteur qui intéresse l'Italie, celui de la géothermie, la Commission espère pouvoir contribuer au financement de cette source d'énergie. Nous avons proposé récemment l'augmentation des moyens mis à la disposition de la Communauté pour financer ce type d'investissement.

VIII. Ce ne sont pas là des moyens négligeables, ils s'ajoutent aux efforts que nous déployons pour développer notre charbon, notre pétrole, notre gaz. Ils contribueront à diversifier notre potentiel énergétique. Mais ne nous leurrons pas: quels que soient les efforts accomplis pour développer les énergies classiques, la Communauté restera toujours dépendante des importations. Elle doit chercher d'autres alternatives. Mais nous savons que les nouvelles sources ne sont pas encore mures sur le plan technique pour être exploitées commercialement. Elles ne le seront pas dans un avenir proche et il faut attendre le début de l'an 2000 que, par exemple, l'énergie solaire fasse un apport significatif.

Il y a une alternative que nous pouvons utiliser dès à présent: le nucléaire. Mais là encore nous vivons une situation paradoxale. Depuis trente ans nous développons cette technologie. Tout permettait de croire qu'elle pourrait jouer un rôle important dans le bilan énergétique. Nous disposions en même temps d'un pétrole abondant et bon marché. Maintenant la technologie nucléaire est arrivée à un stade commercial; le pétrole est devenu cher et peu sûr, nous avons besoin du nucléaire et à ce moment précis, nous hésitons à le mettre en oeuvre! Cette attitude a évidemment eu des conséquences. Des programmes ont été ralentis, des retards ont été pris. La Communauté avait fixé un objectif de 160 GWe pour 1985 et maintenant nous prévoyons que ce ne seront que 90 GWe qui seront réalisés à cette époque !

Tous nos problèmes en nucléaire tournent autour de la sécurité. Et derrière cette notion se trouvent toute une gamme de préoccupations. Il s'agit de la sécurité de fonctionnement des réacteurs, de la gestion des déchets, du retraitement des combustibles irradiés, de la non prolifération des matières fissiles, de la sécurité d'approvisionnement en uranium naturel et enrichi. Mais il s'agit aussi de notre avenir économique et social, de fournir à notre industrie l'énergie dont elle a besoin pour assurer le plein emploi.

Pour chacune de ces questions existent des réponses claires sinon convaincantes.

Prenons le fonctionnement des réacteurs. L'expérience de 30 ans de développement montre que cette technologie est maîtrisée et que si toutes les précautions sont prises elle est moins dangereuse que des exploitations de type classique. La mine tue chaque année, l'année dernière 170 mineurs ont trouvé la mort. Tout le monde se souvient encore de l'accident d'Ekofisk en 1976.

On peut nous dire que dans le nucléaire, nous sommes également dépendants des importations, puisque 90% des besoins en uranium devront être importés. On nous rappellera peut être les difficultés que nous rencontrons déjà auprès de certains de nos fournisseurs en raison de préoccupations de non prolifération. Tout cela est vrai, mais ne peut pas être comparé avec notre dépendance pétrolière.

La presque totalité du pétrole que nous importons provient d'une seule zone géographique et politique: le Moyen-Orient. Par contre, les gisements en uranium sont largement répandus dans le monde entier. De plus, la mise au point de nouvelles techniques telles que le retraitement des combustibles irradiés, les réacteurs rapides, permettront d'utiliser avec beaucoup plus d'efficacité l'uranium naturel, entraînant une grande économie de matière première et une réduction massive des importations.

Je ne prétends pas par là que nous sommes insensibles aux problèmes posés par les soucis de non prolifération et par l'opinion publique. Bien au contraire, nous partageons la volonté de non prolifération. C'est dans cet esprit que nous avons admis une vérification par l'Agence Internationale de l'Energie Atomique du système de contrôle d'Euratom.

Il est bien évident que l'énergie nucléaire ne pourra pas être développée contre une opposition générale de nos peuples. Il reste un grand effort d'information à fournir mais je tiens à dire ici que ceux qui se réclament d'une plus grande justice sociale, d'un développement économique continu, des garanties d'emploi, ne sont pas logiques avec eux-mêmes si en même temps ils refusent les moyens nécessaires pour atteindre ces objectifs, c'est-à-dire une croissance économique soutenue et un approvisionnement énergétique adéquat.

Pour rester dans la logique de nos actions, nous devons comprendre que le nucléaire n'est pas une option exclusive mais fait partie de l'ensemble de notre politique énergétique et économique.